Cahier de doléances du Tiers État de La Guerche (Ille-et-Vilaine)

Plaintes, remontrances et doléances des municipalité et commune de la ville de La Guerche, à réunir au cahier général des charges du Tiers État qui sera arrêté en la sénéchaussée de Rennes, pour être présenté aux États généraux du royaume.

Demander que, dans tous les cas, les États généraux votent par tête et non par ordre.

Demander à vérifier s'il existe un déficit dans les finances, en quoi il consiste, d'où il est provenu ; en solliciter une loi qui oblige chaque province et chaque ministre, chacun dans son département, à rendre un compte détaillé à la Nation de ses recettes et dépenses, de manière qu'on puisse comparer facilement les comptes de chaque province et de chaque ministre avec le compte général qui sera rendu chaque année par le contrôleur général des finances, et qui rende les dits ministres responsables d'une mauvaise administration, ainsi que ceux qui en seront chargés par les différentes provinces, et qu'en conséquence, il soit dressé par la Nation une formule claire et précise suivant laquelle tous les dits comptes seront rendus.

Solliciter une loi qui défende tout emprunt pour les besoins de l'État, sans le consentement de la Nation, et, au cas que des emprunts soient jugés nécessaires à l'avenir par la Nation, demander qu'ils ne puissent jamais être faits qu'au denier vingt, par la raison que la différence des deniers favorise la cupidité des prêteurs, en grevant les débiteurs, et, attendu que les emprunts ci-devant faits ont eu lieu sans le consentement de la Nation, qui en toute rigueur pourrait se dispenser de les acquitter, et que la plupart de ses emprunts ont été consentis sans retenue de droits royaux, demander que les dits droits royaux soient retenus à l'avenir jusqu'à l'amortissement des dits emprunts.

Demander que les dépenses de la Cour soient fixées en raison des besoins de l'État à une somme qui, dans aucun cas, ne pourra être augmentée ; que la caisse du Roi soit distincte de celle de l'État, de manière que celle-ci ne puisse jamais être employée au besoin de la famille royale ; et demander, en même temps, la rentrée des biens engagés au domaine de la couronne.

Demander que les États généraux aient un retour périodique tous les cinq ans, à une époque fixe, et même plus souvent si les besoins de l'État et du peuple l'exigent, suivant les circonstances particulières, telles que le décès du Monarque, la minorité de son successeur, une guerre imprévue, etc., à défaut de quoi tout impôt cessera d'être perçu.

Demander que les États provinciaux et assemblées provinciales soient composés à l'instar des États généraux, et convoqués tous les deux ans, à une époque fixe, pour régler leur administration intérieure et la régie des impôts.

Demander la suppression de tous privilèges pécuniaires et de tous privilèges exclusifs, aussi odieux dans leur principe que dans leurs effets, sans exception d'ordres et d'individus.

Demander que la Nation prenne connaissance du régime du clergé et que toutes les abbayes et bénéfices simples, vacants, et excédant le revenu de deux mille livres, soient tenus en réserve, à la mort de chaque titulaire, jusqu'à ce que les déficits de l'État et du Clergé soient remplis.

Demander que les gens de mainmorte et tous les corps et corporations aient la faculté de colloquer en rentes constituées leurs deniers sur des particuliers.

Demander que tout ecclésiastique ne puisse, conformément aux lois canoniques, posséder plusieurs bénéfices, à moins qu'ils ne soient pas suffisants pour le faire vivre décemment suivant son état, et qu'en conséquence, il soit fait une loi qui défende à tout ecclésiastique de posséder plusieurs bénéfices excédant ensemble le revenu de douze cents livres, et qui permette à tout ecclésiastique non pourvu de jeter un dévolu sur l'un des bénéfices de celui qui en posséderait plusieurs contre la loi, avec pouvoir de le courir en justice comme on court un bénéfice vacant en Cour de Rome.

Demander que les Évêques soient tenus à la résidence dans leurs diocèses, et la suppression de toutes provisions et dispenses en Cour de Rome, et généralement de tous droits qui se payent au Pape.

Demander que la Nation assemblée s'occupe des moyens de dispenser les généraux de paroisse des réparations des presbytères, et que les ecclésiastiques ne perçoivent d'autres dîmes que celles connues sous le nom de grosses dîmes, et qu'à l'égard de toutes les autres dîmes, telles que celles qui se perçoivent sur les lins, chanvres, porcs et agneaux, et connues sous le nom de menues et vertes dîmes et de charnage, qui sont des dîmes insolites, soient et demeurent supprimées.

Demander la suppression de tous impôts, sans exception, et le rétablissement de ceux qui seront jugés nécessaires par la Nation pour remplir le déficit et fournir au besoin de l'État, mais simplifiés dans le plus petit nombre possible, lesquels impôts seront supportés par tout individu des trois ordres, sans exception, et sur un même rôle pour chaque imposition, en raison des facultés de chaque contribuable.

Demander la suppression de la corvée en nature et une subvention en argent pour en tenir lieu, qui sera supportée par les trois ordres, en raison des facultés de chaque individu.

Demander la suppression des droits de traites domaniales par terre et par eau, de toute espèce, des droits de traites foraines et de passe-porte, si nuisibles au commerce intérieur, et que les dits droits soient perçus aux frontières du royaume, s'ils sont absolument jugés indispensables.

Demander qu'au cas que la suppression de la gabelle aurait lieu, la subvention qui sera établie en argent pour y faire face soit supportée par les provinces actuellement sujettes à la gabelle, et, au cas que cette suppression n'eût pas lieu, demander la liberté entière du commerce de sel en Bretagne, même dans les deux lieues limitrophes.

Demander la suppression de tous les droits qui se perçoivent par les contrôleurs des actes, et qu'au cas qu'aucuns d'eux fussent jugés indispensables pour la sûreté publique, demander qu'ils soient réduits à la plus modique somme possible, et que les délibérations des différents corps et corporations politiques soient dispensées des formalités de contrôle, et demander en même temps l'abolition de la formule.

Demander la suppression des bureaux de toiles et droits y annexés, qui se perçoivent arbitrairement et arrêtent l'activité du commerce ainsi que des droits sur les cuirs et sur le fer.

Demander la suppression des maîtrises et jurandes.

Demander la suppression des écoles militaires, trop onéreuses à la Nation.

Demander la prohibition du tabac en baril, pernicieux pour la santé.

Demander la suppression des privilèges de l'ordre de Malte.

Demander la suppression de la compagnie des Indes, plus nuisible au commerce qu'avantageuse, et établir la concurrence.

Demander la suppression des milices, et, au cas que l'on ne puisse l'obtenir, demander que les domestiques des ordres privilégiés soient tenus au tirage du sort.

Demander la suppression de toutes espèces de pensions, dons et gratifications, et que ceux qui se distingueront au service de l'État soient récompensés par un grade supérieur, dont les appointements sont plus considérables, ou décorés par des titres purement honorifiques.

Demander qu'il soit fait une nouvelle répartition des impôts dans toutes les provinces du royaume et dans les villes et paroisses de chaque province, proportionnée aux facultés de chacune, et, attendu que la première répartition pourrait être vicieuse, demander qu'on procède tous les huit ans à une nouvelle répartition.

Demander la proscription de la vénalité de toutes espèces de charges et la modération des émoluments y attribués.

Demander qu'il soit établi une Cour souveraine dans chaque province pour rendre la procédure moins onéreuse.

Demander que toutes les hautes charges, soit dans la magistrature, soit dans le militaire, soient partagées entre les membres de l'ordre de la Noblesse et ceux de l'ordre du Tiers et données au concours à ceux qui seront jugés avoir plus de talent et de mérite, et que tous les sujets de l'État soient jugés par un nombre égal de juges de l'un et l'autre ordre dans les Cours souveraines.

Demander la suppression des juridictions d'attribution et qu'on ne puisse plaider en plus de deux tribunaux pour être jugé en dernier ressort.

Demander la suppression de toutes les petites juridictions seigneuriales et de ne laisser subsister que celles établies dans les chefs-lieux, de manière qu'elles ne soient pas distantes de plus de cinq à six lieues, lesquelles pourront juger en dernier ressort toutes affaires qui n'excéderont pas une somme de cinquante livres, ou telles autres sommes qu'il plaira de fixer à la Nation, parce qu'il y aura toujours trois juges dans ces juridictions, et, au cas que la Nation ne juge pas à propos de supprimer toutes les petites juridictions, demander que les officiers d'icelles résident dans le lieu de leur exercice et que les juges et procureurs fiscaux ne puissent faire les fonctions de procureur dans aucune juridiction.

Demander que la Nation assemblée fixe un terme pour la décision d'un procès dans chaque tribunal, de manière qu'une contestation ne puisse exister plus de trois ans pour obtenir un jugement en dernier ressort ; et que toutes les charges de judicature, même dans les juridictions seigneuriales, soient rendues inamovibles comme dans les juridictions royales, jusqu'à forfaiture jugée ; en un mot, demander généralement la réformation des lois civiles et criminelles.

Demander l'abolition des lettres de cachet sans réserve et que les délits de tous sujets quelconques, sans exception, soient suivis en justice réglée, qu'il n'y ait plus de distinction de peine entre les sujets des trois ordres et que la famille d'une personne flétrie en justice soit admise à posséder des charges publiques.

Demander que les lois militaires soient soumises à la révision des États généraux pour en réformer les abus.

Solliciter une loi qui défende de vendre des charges qui confèrent la noblesse héréditaire et qui ne l'accorde que personnelle à ceux qui auront rendu de grands services à l'État.

Demander la suppression de tous droits d'aînesse et une parfaite égalité dans les partages, tant dans les successions directes que dans les successions collatérales, soit entre nobles, soit entre roturiers, et que les lots soient tirés au sort.

Demander qu'il soit permis à tout individu dans les trois ordres de posséder des biens nobles et roturiers sans être assujetti à aucunes impositions particulières pour la possession de ces biens, d'où s'ensuit la suppression des francs-fiefs, des louages ordinaires et extraordinaires, etc., etc.

Demander que les commissaires intermédiaires dans chaque province soient chargés des travaux confiés à MM. les intendants, qui seront supprimés, et que partie de leur traitement soit employée à faire une légère rétribution aux dits commissaires, et que l'autre partie retourne au profit de l'État et des provinces.

Demander que les adjudications d'octrois soient faites à l'avenir et sans frais par les corps municipaux, devant lesquels les comptes seront également rendus et sans frais pour être définitivement soumis à la révision des États provinciaux.

Demander un règlement général et uniforme pour toutes les municipalités du royaume, soit qu'on en augmente le nombre, soit qu'on ne l'augmente pas, par lequel règlement il sera entr'autres choses ordonné que les membres qui composeront les municipalités seront élus à la pluralité des suffrages par tous les habitants du Tiers État des villes, nés Français et naturalisés, âgés de vingt-cinq ans, domiciliés et compris au rôle des impositions ; que l'élection pour la députation aux États provinciaux sera faite de la même manière ; que les membres qui composeront les municipalités ne seront nommés que pour trois ans, à l'expiration duquel temps il en sera nommé de nouveaux, ou les mêmes seront seulement continués pour trois ans, et que les président, syndic et receveur seront élus par les membres qui auront été élus pour composer la municipalité, comme aussi que, pour composer les municipalités, il ne puisse être nommé dans une même famille plus de deux membres parents au degré prohibé, et demander, en outre, que les offices en titre des municipalités soient supprimés et remboursés.

Demander que les sommes payées annuellement par les municipalités aux commissaires des guerres pour leurs logements soient également supprimées.

Demander la suppression de tous les gouvernements et lieutenances de province, même des places

militaires et des émoluments y attachés, qui retourneront au profit de l'État et des provinces.

Demander que les grands propriétaires soient tenus, comme les petits propriétaires, de payer les vingtièmes dans les paroisses où les biens sont situés, et qu'aucun ne puisse être imposé pour tous ses biens dans une même paroisse, lorsqu'ils sont situés dans différentes paroisses.

Demander la réduction de toutes les différentes mesures, poids et aunes, sur une dimension uniforme pour tout le royaume.

Demander qu'il soit fait une loi qui prononce des peines graves contre les administrateurs et directeurs des postes qui ouvriraient ou supprimeraient des lettres et paquets qui leur sont confiés.

Demander la suppression de toute espèce de banalité.

Demander qu'il soit permis d'amortir au denier qui sera fixé par la Nation toutes les rentes de quelques espèces qu'elles soient, tant foncières que féodales, dues aux seigneurs de fiefs et gens de mainmorte, et, au cas qu'on ne puisse obtenir la permission d'amortir les dites renies, demander la suppression des frèches ou consorteries, c'est-à-dire que les dites rentes ne soient plus solidaires et que chaque particulier qui doit une portion de rente en consorterie ne puisse être appelé pour payer la portion de ses consorts, et qu'il lui soit permis de payer sa portion séparément de ses consorts, sans être tenu à la solidité.

Et, attendu que les grands seigneurs et les gens puissamment riches trouvent le secret de payer au Roi beaucoup moins de rachats et de lods et ventes qu'ils ne reçoivent de leurs vassaux, supplier Sa Majesté d'en faire remise aux seigneurs de fiefs en supprimant ces droits, qui, en raison de cette suppression, ne pourront plus être perçus par les seigneurs de fiefs.

Demander la suppression des droits de péages, coutumes, fuies et garennes, et la suppression du retrait féodal.

Demander qu'il soit permis à tout propriétaire de détruire sur son terrain toute espèce de gibier privativement à toute personne, même aux seigneurs de fiefs, et de pêcher dans toute rivière et ruisseau, vis-à-vis de son terrain, dans lesquels ruisseaux et rivières il sera également permis de faire rouir le lin et le chanvre, vis-à-vis de sa propriété.

Et, attendu que par un droit exorbitant en Bretagne, droit qui est l'effet de l'ancienne servitude féodale, les généraux de paroisse sont tenus de la nourriture et entretien des bâtards, quoique les seigneurs de fiefs recueillent leurs successions, demander que la nourriture et entretien des dits bâtards et enfants trouvés soient à l'avenir à la charge des propriétaires de fiefs dans l'étendue desquels ces bâtards seront conçus et trouvés.

Et, attendu encore que la manière dont se fait la réformation des fiefs en Bretagne est si vexatoire qu'il en coûte quelquefois à un pauvre particulier beaucoup plus que la valeur de son héritage pour en rendre aveu à son seigneur, demander que cette réformation soit simplifiée de la manière la moins onéreuse au public.

Demander que tous seigneurs et propriétaires de renies foncières et féodales ne puissent en demander plus de cinq années, ainsi que cela se pratique pour les renies constituées.

Demander la suppression de tous les ordres mendiants.

Demander la liberté de la presse.

Demander qu'aucun propriétaire ne soit tenu de faire une déclaration pour les bois qu'il abat pour son usage et que cette déclaration n'ait lieu que pour les bois qu'il vend à son profit.

Demander que la prescription, actuellement quadragénaire en Bretagne, soit réduite à trente ans.

Arrêté en l'hôtel de ville de La Guerche sous notre seing et ceux des dits habitants qui savent signer, le premier avril mil sept cent quatre-vingt-neuf.